

# CHINE La lettre d'information

*Le droit des travailleurs à l'organisation indépendante ne connaît pas de frontières.*

**A** Shanghai, un habitant dit : « *Tout le monde s'organise pour commander de la nourriture, car nous ne pouvons pas compter sur la municipalité pour nous en distribuer. Ils ne sont pas fiables.* ».

La Commission Enquête Chine s'est constituée, au lendemain de la répression du mouvement populaire de mai-juin 1989, pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques. Dès janvier 1990, le 1er Banquet de solidarité réunissait militants chinois en exil et responsables syndicaux de huit pays et en janvier 1991 un appel fut lancé lors d'une conférence à Barcelone et repris dans cinquante-trois pays : les droits ouvriers et démocratiques ne connaissent pas de frontière. En particulier le droit de constituer librement des syndicats. La Commission s'est rendue en Chine à trois reprises : enquêtes sur les prisonniers politiques et sur l'application de la loi du Travail, solidarité avec les syndicalistes de Liaoyang. Elle a participé à plusieurs rencontres internationales, notamment en Asie. Elle organise chaque année un banquet de solidarité avec le peuple chinois et édite « La Lettre d'information » deux fois par mois depuis 1994.

## Éditorial

**L'épidémie.** A Shanghai, une des capitales économiques du pays, les habitants sont soumis à un confinement strict depuis le 1<sup>er</sup> avril en raison de l'épidémie de Covid, mais certains quartiers sont confinés depuis plus longtemps. Au 14 avril, 250 000 habitants, soit 1% de la population de la ville, avaient été testés positifs à la suite de campagnes massives et répétées de tests. L'application de la politique stricte « 0 Covid » du Parti communiste chinois n'a pas permis d'arrêter cette épidémie, qui s'est étendue à plusieurs autres villes. Personne ne peut dire combien de temps cette situation sanitaire va durer, avec ses conséquences économiques et sociales désastreuses.

« Plus de trente entreprises taiwanaises, dont des fabricants de pièces électroniques, ont annoncé des arrêts de production jusqu'à la semaine prochaine au moins », écrit l'agence Reuters (13 avril). Les usines de la région de Shanghai ont du mal à se faire livrer en raison des restrictions de circulation. L'usine Tesla annonce ainsi trois semaines de fermeture et Pegatron, assembleur des produits Apple, a suspendu la production dans ses usines à Shanghai et alentour. La Chambre de commerce européenne en Chine estime que le volume des marchandises traitées a chuté de 40 %.

Que deviennent alors les ouvriers, quand on sait que seulement 25% des travailleurs du pays bénéficient d'une assurance chômage ?

**L'approvisionnement** en nourriture pose de graves problèmes car les épiceries en ligne sont souvent en rupture de stock : « On nous dit aux informations qu'il y a de la nourriture, mais nous ne pouvons tout simplement pas en acheter. Dès que vous allez sur une application d'épicerie, on vous dit que les commandes du jour sont terminées », dit un habitant. Certains ont reçu des colis alimentaires de la municipalité avec de la viande et des légumes pour quelques jours. La municipalité le reconnaît : « On a du mal pour livrer dans le dernier kilomètre ».

Disons-le clairement : les bureaucrates au pouvoir ont encouragé le privé à se

développer dans ce secteur de la livraison en écrasant les droits des salariés, constituant ainsi des géants privés de la livraison sur internet. Meituan, la plus grande plateforme de livraison de nourriture du pays, affirme manquer de personnel et de véhicules, mais il ne précise pas qu'il a licencié des milliers de salariés. Il a dû en recruter à nouveau près de 1 000 en urgence à Shanghai. Un autre épiciériste en ligne, Dingdong, a déclaré qu'il avait transféré 500 de ses employés à Shanghai. Bref, des livreurs tailleurables et corvéables !

**Les livreurs** assurent la survie des millions d'habitants de Shanghai confinés. Mais à quel prix ! Pour assurer les livraisons de nourriture, beaucoup ont quitté leur domicile pour des logements improvisés sur les lieux de travail, dans leur camionnette ou... dehors ! Quant à Li Xiaoliang, employé d'une société de livraison, il estime que le gouvernement néglige les personnes comme lui forcées de vivre dans des hôtels après la découverte de cas positifs dans leur entourage. « Li, 30 ans, vit avec deux collègues dans une seule chambre. Il dit qu'on leur avait apporté des nouilles instantanées, mais qu'il n'y en a plus. Maintenant, ils mangent un repas par jour commandé à la réception, mais le commerçant ne livre parfois pas les repas et il n'y a alors que de l'eau pour toute la journée » (CBC, 7 avril) : « La municipalité nous a laissés nous débrouiller seuls. Ce dont nous avons le plus besoin maintenant, c'est de provisions, de nourriture » (voir d'autres informations au verso).

Le travail précaire sans aucun droit, voilà ce qui enfle dans le monde du travail en Chine. En 2020, on comptait officiellement 200 millions de travailleurs occupant un emploi dit « flexible ». En deux mois, au début de la pandémie en 2020, 580 000 livreurs se sont inscrits pour travailler pour ces plateformes de livraison de nourriture, dont 40 % venaient du secteur manufacturier.

**L'emploi.** Cette bureaucratie qui ne sait que censurer, opprimer, emprisonner se montre – deux ans après le début de l'épidémie à Wuhan – incapable de former réellement et de fournir un emploi autre que « flexible » à des millions de chômeurs qui

pourraient contribuer à alléger la tâche de ceux qui combattent l'épidémie en première ligne. Elle n'a de cesse de couvrir les conditions de travail illégales et toujours plus dégradées auxquelles les géants privés des plateformes de livraison condamnent les livreurs, de nourriture comme de marchandises.

Quels emplois vont trouver les 10,76 millions de nouveaux diplômés de l'université cette année ? « Parmi les stands d'employeurs qui recrutent à l'Université Renmin de Pékin le 30 mars (plus de 500 offres d'emploi), Chen Jun a perdu l'espoir de trouver le bon emploi. "Il y a très peu d'emplois appropriés", dit ce diplômé en économie qui n'a soumis que quatre CV. Yang Yanlin, diplômé en gestion économique agricole, a également été déçu : "Les possibilités d'emploi sont limitées pour ma spécialité et les choses ne vont pas bien" » (« Caixin », 12 avril). Le seul avenir promis à cette jeunesse serait-il le travail en « 996 » dans des entreprises technologiques (de 9h à 21h 6 jours sur 7) ou celui de « modérateur de contenu » chez Bilibili (voir au verso) ?

**Bol de riz.** Il fut un temps où l'emploi dans ce pays était garanti, le temps du « bol de riz en fer ». Puis sont venues les réformes et l'ouverture dans les années 80 et avec elles la déréglementation du privé. Le Premier ministre dit le 6 avril : « Nous continuerons à accorder des subventions aux chômeurs et aux travailleurs migrants qui ont perdu leur emploi ».

Si le pouvoir ne peut plus nourrir le peuple ni lui donner de travail, alors nul ne sait ce que sera demain. Les facteurs d'explosion sociale s'accumulent, des vidéos de manifestations locales contre les mesures de confinement circulent sur les réseaux sociaux. L'incompétence et le mépris des bureaucrates y sont dénoncés à la moindre occasion. Un ancien directeur du Bureau national des statistiques a été récemment la cible des internautes pour avoir vanté les petits boulots pour les pauvres. Commentaire courtois : « Les membres de notre parti n'ont aujourd'hui aucune idée des conditions de vie de la population ». Moins courtois : « Espèce de traître à la classe ouvrière et au socialisme ! ».

# Les travailleurs du rang par temps de Covid

À Shenzhen, les livreurs sont de ceux qui sont le plus touchés par ces restrictions soudaines. Après leur journée de travail, au moment de rentrer chez eux pour se reposer, ils ont découvert que leur immeuble ou leur quartier étaient bouclés et qu'ils n'avaient plus que deux options : soit y entrer et être soumis à des restrictions de circulation les empêchant de travailler, soit dormir dehors toutes les nuits. Certains d'entre eux plaisaient en disant qu'il aurait mieux valu être infecté et toucher l'allocation de 500 yuans (70 euros) par jour...

À Changchun, dans la province de Jilin, plus de 4 millions de personnes ont été confinées. La province a décidé, comme ailleurs, de la construction de plus d'une dizaine de petits hôpitaux de fortune pour mettre en quarantaine les personnes infectées. Ce déploiement rapide des moyens a été salué par les médias officiels. Mais en y regardant de plus près, par exemple en lisant ce qu'en disent des travailleurs migrants qui les ont construits, on s'aperçoit que ceux qui ont quitté Harbin pour se rendre à Changchun ont appris qu'ils devaient en partie payer leur chambre et

leur repas, l'entreprise de construction ne prenant en charge que 60 % des frais ! À leur arrivée, ils ont découvert qu'aucun quartier de quarantaine n'avait été prévu pour eux, l'entreprise les forçant à s'installer dans un dortoir miteux et glacial, sans électricité ni chauffage. À l'achèvement du chantier, ces ouvriers ont appris qu'ils ne toucheraient pas leur salaire, ni leur allocation de quarantaine et qu'ils ne pourraient pas rentrer chez eux, car plusieurs d'entre eux avaient contracté le virus en vivant dans des conditions aussi dégradées. Des protestations ont eu lieu qui ont poussé les autorités de la ville à régler ces questions.

À Jilin, près de 90 des 160 travailleurs migrants qui ont participé à la construction d'un hôpital de fortune ont été testés positifs : pas de tests pendant les travaux et les ouvriers logeaient dans une école abandonnée qui n'avait ni eau, ni électricité, ni matelas. Environ 300 travailleurs dormaient sur le sol dans leurs vêtements de travail !

À Shanghai, à l'hôpital populaire n° 6, les infirmières qui avaient reçu l'ordre de s'occuper de patients testés positifs, mais sans

qu'on leur fournisse un équipement de protection, avaient manifesté leur refus et une rixe avait éclaté. Dans un autre hôpital, elles se sont mises en grève en raison de la transformation de leur hôpital en un hôpital de fortune Covid-19, l'infirmière en chef déclarant que la charge de travail était trop lourde : des infirmières travaillaient 36 heures d'affilée sans repos. Le personnel des équipes de volontaires dépêchées pour effectuer les tests obligatoires est surmené, et deux médecins sont même morts d'épuisement ! Des médecins et des infirmières sont venus d'autres provinces pour le dépistage obligatoire à Shanghai. Le 27 mars à 1 heure du matin, ils ont été informés de leur départ, sont partis en bus à 4 heures du matin et sont arrivés à 7 h 30. Ils ont commencé à travailler immédiatement et devaient terminer leurs tests avant 16 heures. Ils n'ont pas mangé, pas bu et ne se sont pas reposés pendant tout ce temps.

(Sources : « China Labour Bulletin », « Chuang » et divers)

## « On est exploité comme des ouvriers d'usine »

Ils inspectent deux vidéos par minute pendant 12 heures !

**Le pouvoir a sous-traité une partie du contrôle social auprès de sociétés privées. Après la mort d'un modérateur de contenu d'Internet chez Bilibili, les enquêtes montrent que ces salariés sont surchargés de travail et souffrent d'un stress chronique... (extraits d'un article de « Sixth Tone », mars 2022).**

LA CHINE veut garder le contrôle de son espace numérique et dispose pour ce faire d'une armée de travailleurs chargés « d'assainir » son monde virtuel. Embauchés par les principales compagnies d'Internet du pays, les « modérateurs de contenus » passent des heures harassantes à effacer tout ce qui peut être associé à l'horreur, la violence, la pornographie, mais aussi les informations considérées comme politiquement sensibles ou offensantes. Ils visionnent des masses de contenus créés par les usagers, comprenant vidéos, photos, commentaires et profils, fixant leur écran en permanence, au risque de leur santé physique mais aussi mentale...

La situation n'a fait qu'empirer depuis le début de la pandémie en 2020, des dizaines de millions de personnes confinées se tournant alors vers les réseaux sociaux. « On est exploité comme les travailleurs des usines de composants électroniques, avec la seule différence d'être dans un bureau », souligne un ancien modérateur. Cette culture des heures supplémentaires dans les entreprises chinoises de technologie, connue sous le nom de 996 (neuf heures par jour, six jours par semaine) est un problème ancien que même les autorités commencent à dénoncer comme illégale.

Et puis, le 4 février dernier, la mort d'un

modérateur de contenus chez Bilibili attribuée à une surcharge de travail est apparue comme un rappel sinistre des conséquences de ces horaires excessifs et a entraîné, malgré les explications de la compagnie, une vague de colère et d'indignation. La popularité des plates-formes en ligne a entraîné une vigilance accrue du gouvernement sur leur contenu et a conduit les compagnies d'Internet à développer massivement leurs équipes de modérateurs : plus de 20 000 pour ByteDance, le TikTok chinois, ou 2 400 pour Bilibili.

### La popularité des plates-formes en ligne a entraîné une vigilance accrue du gouvernement sur leur contenu

Un ancien chef d'équipe de modérateurs chez Bilibili dans une ville moyenne raconte que son unité est passée d'une douzaine à 200 travailleurs en un an, avec une moyenne de deux vidéos à scruter par minute pour chacun, sur des périodes de douze heures... « Les yeux sont ouverts, mais l'esprit est vide », souligne l'un d'eux. Et comme ils travaillent dans des équipes 24/24, ils ne peuvent avoir une vie normale. Même leurs pauses repas sont envahies par le travail sous la pression continue de l'examen de leurs performances.

En effet, alors que les modérateurs contrôlent les contenus mis en ligne par les utilisateurs, ils sont simultanément eux-mêmes contrôlés sur leur efficacité.

Un système informatique analyse leur travail en se fondant sur le nombre et la rapidité de leurs actions, ce qui conduit à apprécier leurs performances, et donc leur salaire. Chez ByteDance, les employés sont notés de A à D, conduisant soit à des primes, soit à pousser à la démission. « Si vous traînez loin derrière ou quittez la compétition, vous avez travaillé pour rien... Ce classement permanent pèse aussi sur vous, en plus du travail lui-même », remarque l'un d'eux.

Après le tollé de la mort de l'un de ses modérateurs, la direction de Bilibili a annoncé qu'elle en recruterait 1 000 nouveaux afin d'alléger la tâche de chacun. Mais ni ByteDance ni Kuaishou n'ont annoncé quoi que ce soit. Et pour cause, si ByteDance rappelle qu'elle fixe des horaires de 10 à 19 heures, avec des règles pour les heures supplémentaires et des repos compensateurs, Kuaishou a réduit les pauses de 60 à 40 minutes, réduction applicable dès que l'écran reste inactif plus d'une minute, et celle du repas à 30 minutes.

De 20 à 30 % des modérateurs de Bilibili quittent l'entreprise dans les trois premiers mois. Ils sont facilement remplaçables et très peu, autour de 3 %, deviennent chefs d'équipe. Les reconversions sont difficiles puisque ce travail non seulement ne permet pas d'acquérir de nouvelles compétences, mais en plus consiste à faire face quotidiennement à des règles et à des contenus peu stimulants. Le recrutement de modérateurs supplémentaires ne va pas améliorer les conditions de travail, ce que permettraient des horaires de travail raisonnables, de meilleurs salaires et des avantages sociaux pour tous.